

Le secrétaire général de notre confédération Frédéric Souillot s'est adressé au président Macron pour exiger le cessez-le-feu immédiat, l'arrêt des bombardements et du blocus de Gaza, la mise en place d'un véritable corridor humanitaire, la rupture des relations diplomatiques avec Netanyahu et son gouvernement, la libération de tous les otages. Cette exigence de paix, réaffirmée par notre confédération, est d'autant plus cruciale que la marche à la guerre se poursuit partout, en particulier en Ukraine...



Pendant ce temps, le gouvernement Macron-Lecornu essaie coûte que coûte de faire passer les mesures injustes et autoritaires de son budget d'austérité.

Comme si elles ne suffisaient pas :

- Troisième année blanche pour la valeur du point d'indice
- Des milliers de suppressions de postes à l'Education nationale
- Des AESH toujours sans statut et payées sous le seuil de pauvreté
- Coupe de 235 millions d'euros dans le budget du ministère de la Culture
- Suppression 515 postes à l'AFPA, soit une perte de 10% des emplois
- Désindexation des pensions sur l'inflation
- Multiplication des sanctions contre les agents malades...

Certains en rajoutent dans la surenchère de mesures réactionnaires. Dans son rapport du 23 octobre le rapporteur général du budget propose de nouvelles pistes d'économies budgétaires. Parmi celles-ci, figure notamment le non-remplacement d'un fonctionnaire sur trois partant en retraite, soit 17 000 suppressions de postes dès 2026 !

Toujours plus loin dans la provocation, il propose le gel des avancements automatiques d'échelons et de grades. Cela consisterait « en un report de ces revalorisations automatiques par un blocage temporaire de la constitution d'ancienneté durant une période blanche (...). » Pas d'économie envisagée pourtant pour la guerre car des centaines de milliards d'euros de fonds publics viennent alimenter les dividendes et l'industrie d'armement. Pour la première fois, le budget de l'armée augmente de 7 milliards d'euros et dépasse celui de l'Éducation nationale.

Face à cette catastrophe orchestrée, la Fnef Fp FO invite les personnels à se réunir afin d'organiser les actions pour bloquer ce budget. Car ce gouvernement ne souhaite pas s'arrêter là :

Personne n'ignore que le décalage de la réforme non seulement valide la loi sur les retraites de 2023, mais s'accompagne de nouvelles mesures austéritaires, en particulier sur le dos des retraités. Personne n'ignore non plus que le gouvernement veut remettre sur la table la retraite par points ou par capitalisation.

Une chose est sûre : la marche à la guerre est la priorité de gouvernement et elle touche directement l'Éducation nationale ainsi que l'enseignement supérieur. Ni l'école ni la jeunesse ne sauraient y échapper. Même dans notre département où deux classes défenses ont été instaurées.

A l'Éducation nationale, tout en annonçant la création de 5400 emplois supplémentaires, le gouvernement prévoit la suppression de 4000 postes d'enseignement. Le ministre Geffray explique qu'il s'agit de s'adapter à l'effondrement démographique, le nombre d'élèves devant passer de 12 à 10 millions d'ici 2035-2040.

Simultanément, le même qui affirme qu'il n'est pas là pour engager de grandes réformes, poursuit scrupuleusement la mise en œuvre des contre-réformes en cours, qu'il a largement

contribué à lancer en tant que Directeur Général de l'Enseignement Scolaire entre 2019 et 2024, de la réforme du lycée et du baccalauréat au « choc des savoirs », en passant par l'acte 2 de l'école inclusive...

Dans ces conditions, notre fédération n'a pas d'autres choix que de réaffirmer ses revendications :

- Le budget Macron-Lecornu et toutes ses mesures austéritaires doivent tomber !
- Abrogation immédiate de la réforme des retraites ! Pas de retraite par points ! Maintien du Code des Pensions civiles et militaires !
- Augmentation des salaires sans contrepartie, pas d'année blanche ! Augmentation du point d'indice : + 10 % tout de suite !
- Annulations des suppressions de postes d'enseignants prévues dans le budget 2026 !
- Création des postes nécessaires dans les écoles, les établissements et les services ! recrutement de toutes les listes complémentaires !
- Un statut et un vrai salaire pour les AESH ! Abandon des PIAL et des PAS !
- Abandon de l'acte 2 de l'Ecole inclusive ! Défense de l'enseignement spécialisé et adapté ! Maintien et la création des places dans les établissements sociaux et médico-sociaux !
- Abandon de toutes les réformes qui détruisent l'École publique : réformes du bac, du Lycée, Parcoursup, « choc des savoirs », réforme de la voie professionnelle...
- Non au démantèlement de la santé scolaire : les orientations des assises ne répondent pas aux revendications des médecins, des infirmières, des AS et des psychologues scolaires, revendications que nous réaffirmons : revalorisation des rémunérations dans le respect des missions et recrutement des personnels titulaires.